

**AMENAGEMENT DU CHEMIN
DE LA CROIX DE CUJAC A DARNAURAN**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Maître de l'ouvrage :

Commune de CASTELNAU DE MÉDOC

Représentée par M. Le Maire
20, rue du Château
33480 CASTELNAU DE MÉDOC
T. 05 56 58 21 50
F. 05 56 58 18 10

Géomètre et Maître d'œuvre :

PARALLELE 45

Représentée par M. MAS Jean-Yves
65 Avenue de la Côte d'Argent
33680 LACANAU
T. : 05 56 03 50 99
F. : 05 56 03 57 41

Paysagiste :

Atelier de paysage B et JN TOURNIER

Représenté par M. TOURNIER Jean-Noël
35, rue Buhan
33000 BORDEAUX
T : 05 56 79 15 83
F. : 05 57 85 92 70

Objet du marché :

Travaux VRD : Aménagement du chemin de la Croix de Cujac à Darnauran

SOMMAIRE

ARTICLE 1ER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1** Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur
- 1.2** Tranches et lots
- 1.3** Maîtrise d'œuvre
- 1.4** Coordonnateur de sécurité

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

- 3.1** Répartition des paiements
- 3.2** Tranches conditionnelles
- 3.3** Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.4** Variation dans les prix
- 3.5** Paiements des cotraitants et des sous-traitants
- 3.6** Exécution complémentaire - Décision de poursuivre

ARTICLE 4 - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES

- 4.1** Période de préparation
- 4.2** Plans d'exécution, notes de calcul et études de détail
- 4.3** Délai d'exécution des travaux
- 4.4** Prolongation des délais d'exécution
- 4.5** Pénalités pour retard
- 4.6** Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.7** Délais et retenues pour remise des documents fournis
à l'achèvement des travaux
- 4.8** Sanctions pour manquement vis à vis d'une obligation
concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5.1** Retenue de garantie
- 5.2** Avance forfaitaire
- 5.3** Avances facultatives

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUIT

- 6.1 Provenance des matériaux et produits**
- 6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**
- 6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**
- 6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 7.1 Piquetage général**
- 7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

- 8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**
- 8.2 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail**
- 8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**
- 8.4 Organisation - Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé**

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

- 9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**
- 9.2 Réception**
- 9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**
- 9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**
- 9.5 Documents fournis à l'achèvement des travaux**
- 9.6 Délais de garantie**
- 9.7 Assurances**

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux VRD pour l'aménagement du Chemin de la Croix de Cujac à Darnauran, sur la commune de Castelnau de Médoc.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront faites à la mairie de Castelnau de Médoc jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 Tranches et lots

Les travaux sont décomposés en une Tranche Ferme et une Tranche Conditionnelle définies à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

Les travaux sont regroupés en un lot unique défini à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

1.3 Maîtrise d'œuvre

La SARL PARALLELE 45 - Géomètres-Experts Associés - sise 65 Avenue de la Côte d'Argent à LACANAU (33680) est chargé de la mission de maîtrise d'œuvre de conception et de réalisation.

1.4 Coordonnateur de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis à une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au sens de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993.

La coordination de sécurité n'est pas nommée à ce jour.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces communes écrites :

- 1) Règlement de la Consultation (R.C.)
- 2) Acte d'Engagement (A.E)
- 3) Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 4) Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 5) Planning prévisionnel des Travaux
- 6) Etude géotechnique
- 7) Demandes de Projet de Travaux

Pièces communes graphiques :

- 1) Plan de Situation
- 2) Plan Topographique et des Réseaux Existants – plan n°2
- 3) Plan de Voirie – plan n°3
- 4) Profil en Long – plan n°3a
- 5) Profils en Travers Type – plan n°3b
- 6) Plan des Eaux Pluviales – plan n°4
- 7) Plan d'Aménagement des Espaces Verts – plan n°5

Pièces particulières écrites :

- 1) Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) – Lot Unique

Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4.2 :

- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.
- Normes françaises homologuées ou normes équivalentes citées dans le cahier des clauses techniques particulières
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 publié au JO du 1/10/09 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants

3.2 Tranche conditionnelle

Sans objet.

3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-3.1. Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
précipitations	20 mm	24 heures

En tenant compte des sujétions de circulation sur le Chemin de la Croix de Cujac ainsi que de toutes sujétions d'exécution normalement prévisibles, notamment des accès riverains à maintenir.

Les prix afférents au lot assigné au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées au 12 de l'article 10 du C.C.A.G.

3-3.2. sans objet

3-3.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

Par un prix global et forfaitaire défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire ci-jointe.

3-3.4. Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui sera remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.

3-3.5. Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11.4 du C.C.A.G., il est précisé que les approvisionnements figurant au DPGF, peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4.1. Prise en compte des variations des conditions économiques

Les prix sont fermes, non révisable et non actualisables.

3-4.2. Mois d'établissement des prix du marché

Juin 2015.

3-4.3. Choix de l'index de référence

Sans objet.

3-4.4. Modalités de révision des prix

Sans objet.

3-4.5. Révision provisoire

Sans objet.

3-4.6. Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

3-4.7. Dernier index de révision

Sans objet.

3.5 Paiements des cotraitants et des sous-traitants

3-5.1. Désignation de sous-traitant en cours de marché

Un sous traitant ne peut être accepté qu'à la condition formelle que le titulaire joigne en deux exemplaires, à la déclaration et aux documents visés à l'article 2-41 du cahier des clauses administratives générales, les documents suivants datés et signés par une personne habilitée à engager le sous-traitant :

a) Dans tous les cas :

- la déclaration visée à l'article 44 du code des marchés publics
- la déclaration attestant sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.822-1, L.822-2, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8221-11, L.8221-8, L.8231-1 et L.8341-1, L.8241-2 du code du travail.

b) Si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 3 049 Euro TVA comprise:

- la déclaration attestant sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.620-3, L.143-3 et L.143-5 du code du travail.
- la déclaration attestant sur l'honneur son intention ou non de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration et mentionne les pièces jointes.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 2-43 du cahier des clauses administratives générales,
- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics,
- le comptable assignataire des paiements.

3-5.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6 Exécution complémentaire - Décision de poursuivre

Conformément à l'article 118 du CMP ,lorsque le montant de prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la décision de poursuivre jusqu'à 5% du montant du marché sera prise par la personne responsable du marché.

Les décisions de poursuivre respectent les conditions prévues à l'article 19 du CMP

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et à moins qu'il n'en soit autrement disposé dans les pièces particulières du marché :

- tout délai (voir paragraphe 4.3) commence à courir le lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de point de départ à ce délai, il expire à la fin du dernier jour,
- les délais exprimés en jours s'entendent en jours calendaires,
- le délai exprimé en mois s'entend de quantième en quantième, s'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois final, le délai expire à la fin du dernier jour de ce mois final,
- si le dernier jour du délai est légalement chômé ou férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Doivent être pris en considération les deux délais suivants, la période de préparation et le délai d'exécution.

4.1 Période de préparation

Les documents visés au paragraphe 4.2 sont établis pendant la période de préparation.

Cette période de préparation commence le lendemain du jour de la conclusion du marché. La durée de cette période de préparation est fixée à un (1) mois.

Une visite préalable d'inspection commune entre l'entreprise et le coordonnateur sécurité doit être réalisée. Le coordonnateur de sécurité doit notifier ses observations ou son visa dans un délai de deux (2) jours à compter de cette visite.

Un constat contradictoire avec le maître d'œuvre et les entreprises sera réalisé avant le commencement des travaux.

4.2 Plans d'exécution, notes de calcul et études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur dans un délai de cinq (5) jours et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard trois (3) jours après leur réception. (cachet de la poste faisant foi)

4.3 Délais d'exécution des travaux

Le démarrage des travaux est prévu **début septembre 2015**.

La livraison est fixée à **mi novembre 2015**, soit un délai d'exécution de **DEUX MOIS ET DEMI (2,5)**, hors phase de préparation et y compris délais pour réalisation et rendu des essais et contrôles.

4.4 Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à :

- un (1) jour,

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G. :

- les délais d'exécution des travaux seront prolongés, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée limite
précipitations	20 mm	24 heures

pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

4.5 Pénalités pour retard

L'entrepreneur subira :

Par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de deux cent euros (200 €), pour autant que la responsabilité de l'entrepreneur soit établie.

De plus la pénalité totale ne pourra pas dépasser 5% du montant du marché.

Par jour de retard dans la remise des documents visés à l'article 8.1, une pénalité de cinquante euros (50 €)

En cas d'absence à un rendez-vous de chantier, dûment convoqué par le maître d'œuvre, une pénalité de cent cinquante euros (150 €) par absence.

4.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières : application de l'article 19.11 du CCAG

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G. sans préjudice d'une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour de retard.

4.7 Délais et retenues pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir à l'avancement ou à l'achèvement des travaux, conformément à l'annexe n°1 au présent document, une retenue égale à trente euros (30 €) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

4.8 Sanctions pour manquement vis à vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.44 du C.C.A.G.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Retenue de garantie (Application des articles 101 à 105)

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5% du montant TTC de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par l'arrêté du 10/12/93 du ministre chargé de l'économie et des finances.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou des finances ou le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier et agréé par l'autorité publique contractante.

Cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où cette garantie ne serait pas constituée, ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5.2 Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire sera versée à l'entrepreneur dans les conditions visées à l'article 87 du code des marchés publics si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes.

5.3 Avances facultatives

Aucune avance facultative n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenances des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le C.C.T.P. fixe les produits pour lesquels l'entrepreneur peut faire jouer la clause d'équivalence et ceux pour lesquels la conformité aux normes et marques de qualité sera attestée par des certificats.

Pour ceux de ces produits, proposés par l'entrepreneur, faisant référence à des normes ou des marques de qualité non françaises, l'entrepreneur fournira tous les documents complémentaires permettant d'en apprécier l'équivalence. Ces documents devront être transmis au maître d'œuvre au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Seuls pourront être acceptés les documents en français et les certificats émis par les organismes accrédités par les organismes d'accréditation signataires des accords dits "E.A", ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011.

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées par le : le laboratoire régional du CETE de BORDEAUX

6-3.2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont exécutées par le : le laboratoire régional du CETE de BORDEAUX

6-3.3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau, éventuellement déterminé conformément aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G. travaux.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Le piquetage général sera effectué par l'entrepreneur et visé avec le maître d'œuvre avant le commencement des travaux et fera l'objet d'un constat.
Les frais seront à la charge de l'entreprise.

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux sera exécuté en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, qui est comprise dans le délai d'exécution. Elle commence au début de ce délai.

Par les soins de l'entrepreneur :

L'entrepreneur devra dresser le programme d'exécution des travaux assorti de l'installation du chantier conformément à l'article 28.2 du CCAG et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre le calendrier d'exécution.

Il devra mettre en évidence :

- les tâches à accomplir pour exécuter les terrassements, la voirie, les ouvrages divers et leur enchaînement.
- pour chaque tâche, la date prévue pour son achèvement et la marge de temps disponible pour son exécution.
- celle des tâches qui conditionnent le délai d'exécution des travaux

8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entreprise.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire seront soumis au visa du maître d'œuvre.

8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.4 Organisation, Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé

8-4.1. L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

les emplacements mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux seront déterminés en relation avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise au démarrage des travaux.

L'installation du chantier sera conforme à la législation en vigueur en général et à la législation du code du travail en particulier.

8-4.2. sans objet

8-4.3. sans objet

8-4.4. Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et la protection de la santé sont à prendre par l'entrepreneur :

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26/12/94 concernant le plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

En conséquence les entreprises sont tenues - outre les obligations qui découlent du paragraphe a ci-dessus - de remettre leur P.P.S.P.S. et ceux de leurs sous-traitants éventuels au visa du coordonnateur de sécurité dans le délai visé à l'article 8-1 ci avant pour leur P.P.S.P.S., aux délais prévus à l'article R.238-30 du code du travail pour les P.P.S.P.S. de leurs sous-traitants.

Les entreprises répondant aux dispositions de l'article R.238-34 du code du travail devront également diffuser leur P.P.S.P.S. aux personnes et organismes visés par cet article.

En conséquence l'entreprise est tenue de remettre ce plan au maître de l'ouvrage dans les trente jours à compter de la notification du marché ainsi que, éventuellement, aux personnes et organismes visés par l'article R 238-34 du code du travail.

8-4.5. La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du service ci-après :

Police municipale de Castelnau de Médoc

La signalisation du chantier sera conforme aux instructions interministérielles et aux normes en vigueur

L'entrepreneur devra assurer la signalisation aux droits des travaux.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux ci, l'entrepreneur devra faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

8-4.6. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que tous déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.

8-4.7. En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du C.C.A.G., qui sont à respecter par l'entrepreneur pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- les itinéraires et les dates des transports sont proposés par l'entrepreneur à l'agrément du maître d'œuvre
- un état des lieux contradictoire est effectué avant tout début des travaux.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Sans objet.

9.2 Réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 et 42.1 du C.C.A.G., la réception a lieu à l'achèvement de l'ouvrage. L'entrepreneur chargé des avis visés au premier alinéa de l'article 41.1 du C.C.A.G est l'entrepreneur titulaire du lot. Postérieurement à ces avis les opérations préalables à la réception sont simultanées pour l'ensemble des entreprises.

9.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve, avant achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages.

9.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9.5 Documents fournis à l'achèvement des travaux

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre comme indiqué à l'article 4-5 ci-dessus seront présentés conformément aux stipulations de l'annexe n°1 au présent document.

9.6 Délais de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.7 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur (ainsi que les cotraitants) doit justifier qu'il est (sont) titulaire(s) :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,

D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil,

Au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

C.C.A.G.

Dérogation aux articles 13.11, 28.2, 4.3, 40 apportée par les articles 3.3.4, 4.1, 9.7, 9.5 du C.C.A.P.

ANNEXE N°1 AU CCAP

NATURE DES OUVRAGES	NOTICES ET DOCUMENTS A REMETTRE AU MAITRE D'ŒUVRE EN CINQ EXEMPLAIRES AU PLUS TARD DANS LES 10 JOURS SUIVANT LA RECEPTION DE LA CONVOCATION AUX OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	PLANS ET DOCUMENTS CONFORMES A L'EXECUTION A REMETTRE AU MAITRE D'ŒUVRE EN CINQ EXEMPLAIRES AU FUR ET A MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX
Travaux VRD	Plans de détail des ouvrages exécutés	Plans de récolement dans les systèmes référentiels légaux (Lambert 93 CC 45)